

Trois décennies de désintégration, intégration et incertitudes en Europe : visions comparatives de la Pologne, de l'Ukraine et du Bélarus

Description

L'Europe de l'Est vient de traverser trois décennies marquées successivement par la désintégration de l'URSS et du CAEM, le rapprochement à l'UE et, désormais, des incertitudes quant à l'avenir. On peut approcher ces évolutions sous le prisme de la sensibilité des sociétés polonaise, ukrainienne et bélarusse à l'« idée communiste » et à l'idée d'« Europe ».

Pour appréhender la désintégration de l'Union soviétique et du CAEM, l'intégration européenne qui s'en est suivie et la période actuelle d'incertitude, il est utile de se pencher sur l'évolution de l'identité nationale dans les sociétés est-européennes. En particulier, il est intéressant d'évaluer les perceptions locales de l'idée d'« Europe » et de « l'idée communiste » au Bélarus, en Pologne et en Ukraine. Mûris tout au long du 20^{ème} siècle, ces points de vue nourrissent certaines attentes populaires à l'égard de l'ordre, de la réalité, des décisions souhaitables ou à éviter ainsi que de la mythologie et de la mémoire nationales.

Perceptions de l'« Europe » et du « communisme » : aperçu historique

Ces trois pays ont eu des trajectoires très variées dans la formation de leurs perceptions nationales respectives de l'« Europe » et du « communisme ».

1917-1922 : guerres régionales pour l'indépendance et/ou la survie nationale : l'Ukraine et la Biélorussie échouent à défendre leur souveraineté, tandis que la Pologne y parvient (notamment grâce à l'impact des traités de Versailles et de Trianon, qui ont permis la reconnaissance de la Pologne par les États occidentaux). Peu à peu, une mythologie ukrainienne populaire et non communiste commence à émerger, dans laquelle les forces armées jouent un rôle important.

1922 : formation des républiques socialistes soviétiques (RSS) de Biélorussie et d'Ukraine : pour la première fois dans l'histoire, les deux nations acquièrent leur État avec des frontières clairement tracées (et sécurisées). Dans les sociétés locales, l'URSS commence à être perçue positivement, ce qui conduit à l'émergence de groupes de « communistes souverains ». Dans le même temps, la Pologne entretient des relations très tendues avec l'URSS.

Années 1930 : répressions ciblées dans les RSS de Biélorussie et d'Ukraine : la mythologie de la victimisation commence à prendre forme en Biélorussie et en Ukraine au gré des événements (Holodomor, éradication de la classe moyenne, extermination des intellectuels, soumission de l'Église orthodoxe au Kremlin). Au même moment, la Pologne s'industrialise progressivement et met en place le culte de l'homme fort nationaliste Józef Piłsudski.

1939 : début de la Seconde Guerre mondiale : alors que la Pologne est envahie par les nazis, on assiste en Ukraine à l'émergence de mouvements nationalistes indépendantistes anti-polonais, anti-communistes et anti-nazis. C'est la naissance d'une mythologie de la résistance en Ukraine.



1940-1945 : destruction de l'Europe centrale et orientale : la Biélorussie perd 209 villes sur 290, 85 % de son potentiel industriel et plus d'un million de bâtiments. L'Ukraine et la Pologne ont également été fortement traumatisées. Un gouvernement communiste est installé en Varsovie.

1950-1970 : reconstruction d'après-guerre : dans les deux républiques soviétiques, la vision positive de l'URSS se renforce, perçue comme vainqueur de la Seconde Guerre mondiale et force motrice de la reconstruction. Toutefois, en Ukraine, les mythes nationalistes et les souvenirs de la résistance (alternative au communisme) continuent de circuler. En Pologne, le sentiment d'indépendance de l'entre-deux-guerres commence à prendre de l'ampleur, ce qui conduit à la formation d'une opposition anticomuniste organisée. En Biélorussie, le mythe omnipotent de la prospérité, de l'égalité et de l'« avenir radieux » communistes se renforce.

1970-1990 : crise de l'« idée du communisme », désintégration du bloc de l'Est : les autorités soviétiques se révèlent incapables de tenir les « promesses du communisme ». Dans les trois pays, des élites, des intellectuels et des mouvements anticomunistes s'activent. En Pologne, l'« idée communiste » cède rapidement la place à l'idée d'« Europe » et au retour à la « famille européenne ». Dans les trois pays, l'Ouest a cessé d'être perçu comme le rival idéologique.

1990 à nos jours : des trajectoires différencierées :

Une série de conditions historiques détermine les perceptions de l'évolution dans chacun des trois pays : le rôle de l'Église en tant que détentrice de l'identité, la proximité géographique avec l'Occident, la(s) mémoire(s) des événements de la Seconde Guerre mondiale, l'efficacité/légitimité de l'opposition après la chute du communisme, l'efficacité/légitimité de l'ancien régime après la chute du communisme, la force de l'idée d'« Europe », la nature/dynamique des réformes intérieures et de la politique étrangère dans les premières années d'indépendance.

Première étape : désintégration du bloc de l'Est (1980-1995)

L'« idée communiste » évolue selon une dynamique propre à chacun des trois pays.

Rupture « totale » en Pologne : plusieurs facteurs se cumulent pour expliquer l'abandon total de l'« idée communiste » : mouvements anticomunistes clandestins actifs (Comité de défense des travailleurs, Université volante et Solidarność) dans les années 1980, position forte de l'Église catholique et son rôle de réceptacle de l'identité nationale, réformes du système judiciaire au milieu des années 1980 (séparation des pouvoirs, introduction du contentieux administratif et création de l'institution du médiateur), légitimité comparativement élevée des acteurs non communistes. Les années 1990 sont marquées par la prise de contrôle sans heurts des agences de sécurité par l'opposition démocratique (armée, police, renseignement et contre-espionnage), un basculement rapide dans l'économie de marché (thérapie de choc), la perte du monopole du pouvoir par les ex-communistes (devenus « socialistes ») et l'introduction d'un système électoral libre.

Rupture « hybride » en Ukraine : on y assiste à une forme d'hybridation entre l'« idée communiste » et les aspirations nouvelles. Dans les années 1980, l'opposition est mal organisée et peu nombreuse, l'Église orthodoxe est fragmentée, les alternatives à l'idée communiste manquent de popularité (nationalisme, démocratie libérale) et les partis d'opposition ne sont pas soutenus par l'État. Le renforcement des « communistes souverains » (dirigés par le président Leonid Kravtchouk) retarde les réformes libérales. Les citoyens ont alors une perception faible d'un destin européen partagé. Au contraire, ils misent davantage sur la capacité des anciens communistes au pouvoir (dans un environnement politique plus ouvert) à tenir les « promesses du communisme ».

Pas de rupture en Biélorussie : l'« idée communiste » n'a jamais disparu en Biélorussie. Dans les années 1980, l'opposition est mal organisée et peu présente dans le nouvel environnement politique. Il n'y a pas ou peu d'acteurs politiques nationalistes et/ou démocratiques influents qui permettraient de légitimer une conscience collective des alternatives au communisme. La croyance populaire dans le communisme demeure prégnante. Parallèlement, l'« idée d'Europe » est discréditée par les élites au pouvoir, tandis que l'Église orthodoxe joue un rôle ambigu, davantage vecteur de l'identité panslave que nationale. Le système politique reste dominé par un leadership hiérarchique, les

organes de sécurité (comme le KGB) sont maintenus et le pays tente de sécuriser ses liens économiques de l'époque soviétique.

Deuxième étape : intégration européenne (1995-2010)

L'idée d'« Europe » devient populaire en Pologne et en Ukraine alors qu'elle est rejetée au Bélarus.

Adhésion à l'« idée d'Europe » en Pologne : les dures réformes économiques et politiques du début des années 1990 se sont accompagnées d'un appauvrissement massif et général de la population. Largement idéalisée par une population exsangue, l'idée d'« Europe » s'impose alors, avec l'espoir qu'elle apportera une amélioration générale du niveau de vie. Avec le passage à une République parlementaire représentative, les anciens communistes reviennent démocratiquement au pouvoir (le Président Aleksandre Kwaśniewski), conduisant à un renforcement de la mythologie nationaliste, à la limitation prudente du rôle politique de l'Église et au désir de retrouver l'« Europe » des valeurs chrétiennes et des idéaux des Lumières. Une crainte croissante s'exprime alors à l'égard de ce qui est perçu comme du révisionnisme russe.

Adhésion limitée à l'idée d'« Europe » en Ukraine : le choix d'une République semi-présidentielle s'accompagne du recours à des pratiques autoritaires et à la « pénétration » des grandes entreprises au Parlement. On parle alors de contrôle oligarchique de la décision politique. Le système judiciaire est non-transparent, favorisant la corruption et les pratiques informelles conduisant à une application à géométrie variable de la loi. L'Ukraine organise une réorientation de son commerce extérieur vers l'UE, y exportant acier, charbon, céréales, produits chimiques, etc. À partir de 2004 et avec le basculement vers une République parlementaire, l'Ukraine voit la mythologie nationaliste/pro-souveraine se renforcer. L'Église orthodoxe, rattachée au Patriarcat de Moscou, joue alors un rôle unificateur à l'échelle nationale.

Rejet de l'idée d'« Europe » au Bélarus : le peu de volonté des autorités pour mettre en œuvre des réformes politiques et économiques s'accompagne de la peur de la population et de son appauvrissement généralisé. Le système de gouvernance reste rigide malgré la création d'une République présidentielle. Les organes de sécurité restent influents et subordonnées au Président. Les partis d'opposition sont écartés et la société civile, lorsqu'elle n'est pas conformiste, est réprimée. La mythologie panslave et post-soviétique est entretenue auprès de l'opinion publique et le pays poursuit son intégration avec la Russie (y compris dans les domaines militaire et économique).

Troisième étape : les incertitudes actuelles (2010-2020)

Un scepticisme croissant envers l'UE en Pologne : avec l'augmentation du niveau de vie et l'émergence d'une classe moyenne depuis l'adhésion de la Pologne à l'UE en 2004 émerge un discours critique à l'égard des institutions européennes. L'idée « d'Europe » est progressivement distinguée de celle de l'UE, cette dernière étant de plus en plus souvent comparée à l'URSS dans son aptitude à imposer des politiques restrictives à la Pologne (dans les médias, les discours politiques). La désillusion à l'égard des organisations euro-atlantiques (UE et OTAN) et de leurs garanties de sécurité collective est également exprimée. Parallèlement, on assiste en Pologne à un retour de l'Église catholique dans l'élaboration des politiques nationales (par une coopération plus étroite avec les partis parlementaires conservateurs). Désormais, la Pologne s'auto-proclame « dernière forteresse » de la « vraie » identité européenne.

Un virage ferme en faveur de l'intégration européenne en Ukraine : les récits qui dépeignent l'Ukraine comme un État européen et une puissance régionale font florès à partir de 2010. L'idée d'« Europe » est popularisé et l'UE est perçue comme un « espace parfait ». La pression croissante de la société civile sur les acteurs politiques se traduit par l'inscription dans la Constitution des objectifs d'adhésion à l'OTAN et à l'UE. Parallèlement, l'Église orthodoxe ukrainienne se renforce et constitue un vecteur de l'identité nationale (acquisition du Tomos d'autocéphalie de l'Église orthodoxe d'Ukraine auprès du Patriarcat de Constantinople en 2018). On assiste alors à l'émergence d'une nouvelle mythologie héroïque nationale, en particulier depuis 2014. Le sentiment d'insécurité face au révisionnisme russe demeure prégnant sur toute la période.

Une « désintégration du communisme » retardée au Bélarus : l'émergence progressive d'une classe moyenne s'accompagne de demandes en faveur de plus de démocratie et de libertés. La société civile se réveille et une lassitude

puis une méfiance générale s'installent à l'égard des élites en place. La censure se fait plus visible et la répression des organes de sécurité plus forte, en particulier à l'occasion de l'élection présidentielle d'août 2020. Face à la partialité de médias sous la coupe des autorités, l'idée d'« Europe » fait son nid dans le discours populaire mais ne suffit pas à contrecarrer une dépendance disproportionnée vis-à-vis de la Russie.

L'intolérance aux héritages communistes, désormais partiellement assimilés en outre aux dérives de la Russie en matière de politique étrangère, a initié et continue d'être le moteur de la transformation pro-européenne en Pologne et en Ukraine. Toutefois, il convient de noter que la Pologne d'aujourd'hui est beaucoup moins optimiste à l'égard de l'Europe et de l'UE qu'elle ne l'était dans les années 1990. De son côté, l'Ukraine semble connaître un schéma d'évolution similaire à celui de la Pologne au milieu des années 2000 (l'invasion initiée par la Russie fin février 2022 l'ayant même poussée à accélérer son envie d'UE). L'expérience des relations douloureuses de la Pologne et de l'Ukraine avec l'URSS stimule cette transformation, renforcée désormais par l'exemple repousoir que constitue l'agression russe. Le Bélarus, placé sous le contrôle de plus en plus étroit de Moscou, continue de capitaliser sur l'héritage communiste et minimise la nécessité de s'adapter aux réalités européennes contemporaines. À la différence de la Pologne et de l'Ukraine, sa mémoire et sa mythologie nationales soulignent dans une large mesure la contribution positive de l'URSS à la construction de l'État et de la nation. Certains des processus en cours au Bélarus rappellent ceux à l'œuvre en Ukraine à la fin des années 1990.

Vignette : © Oleksandra Kushnir.

* Ostap Kushnir est chercheur et maître de conférences en Science politique à l'université Lazarski (Pologne) et à l'université de Coventry (Royaume-Uni). Ce texte est issu de l'intervention de l'auteur lors de la conférence internationale *Thirty years after the disintegration of the CMEA: what lessons for Europe today?*, INALCO, 28 mai 2021. Le podcast de l'intervention d'Ostap Kushnir est visible sur ce [lien](#).

[Lien vers la version anglaise de l'article.](#)



Retour en haut de page

date créée

20/06/2022

Champs de Méta

Auteur-article : Ostap Kushnir*